

le monde rural crie "au secours"

congrès des maires gersois 2019.



le monde rural crie "au secours"



Christian Laprèbende Maire d'Auch, après avoir remercié la Ministre pour sa présence au congrès des maires gersois souhaitait la bienvenue à l'assemblée . Parmi les sujets abordés dans son propos, le mouvement contestataire des gilets jaunes avec la justice fiscale, le malaise de la France rurale abandonnée, l'infrastructure routière nationale, la reconsidération de la spécificité des territoires ruraux et hyper-ruraux, le métropolisation du pays et la périurbanisation.

"Aussi, la question des moyens accordés par l'État, aux territoires des plus fragiles de notre République est un élément clé de leur avenir et de leur développement. Nos territoires à faibles ressources doivent en effet pouvoir bénéficier d'une véritable solidarité nationale, de dispositifs contractuels spécifiques, pour leur permettre de prendre toute leur place dans un environnement économique en pleine mutation."



Philippe Martin Président du conseil départemental du Gers. (Éléments de son intervention)

"Le choix du Premier Ministre, de venir dans le Gers pour illustrer le Plan du Gouvernement en matière de couverture numérique, a symbolisé avec éclat cette reconnaissance de l'État pour les efforts que nous consentons depuis des années dans des domaines essentiels pour notre avenir, comme l'amélioration de l'Internet à Très Haut Débit pour tous."

"Parce qu'il est au cœur de la réflexion actuelle du Gouvernement, et des soubresauts de la société, l'autre déploiement dont je voulais vous parler en quelques mots, Madame la Ministre, c'est celui de la démocratie citoyenne. Le Gers est à ce jour le premier et le seul territoire départemental à avoir mis en place un **Budget Participatif**, c'est-à-dire un budget où ce sont les citoyens qui décident, par un vote, des investissements que notre collectivité va financer. J'ai porté témoignage - vous vous en souvenez sans doute Madame la Ministre - de cette avancée démocratique devant le Chef de l'État lors de la rencontre avec les Présidents de Départements."

"Le Gers "en première ligne" pour le déploiement numérique ou la démocratie participative ce ne doit être qu'une étape, sur le chemin d'un Département intelligent, offensif et exemplaire auquel je crois plus que jamais."

" Madame la Ministre, si la France est riche de ses territoires - ce dont nous sommes ici toutes et tous convaincus – il revient au Chef de l'État et au Gouvernement de faire confiance à celles et ceux qui les incarnent, qui les défendent, qui les servent, et que vous avez devant vous."



Aymeric de Montesquiou Président de l'association des maires gersois a formulé un cahier de doléances bien garni. Après avoir abordé l'inégalité grande ville-campagne, il souhaite une réhabilitation du rural. Pour lui la clé pour convaincre, c'est la considération. La contestation récente a pris naissance dans les territoires ruraux. L'ignorance des décideurs de l'État, face aux problèmes, a amené cette situation.

" Ignorer la réalité de la ruralité et de ses difficultés, a été vraiment ressenti comme une absence de considération, et donc totalement insupportable. "

S'ensuit un plaidoyer contre la suppression de la taxe d'habitation, la demande de réforme des impôts locaux, du logement locatif, des impôts des agriculteurs, le **principe de subsidiarité** et de la réforme institutionnelle malvenue. Il croit que l'égalité des chances passe par l'école et par la communication. Après avoir abordé la nécessité du désenclavement (routes et train) il terminait :

"Madame la Ministre, le président de la République vous a confié une mission, que le destin des enfants de France ne soit pas lié à leur lieu de naissance, il n'est pas en notre pouvoir de vous confier une mission, nous avons celui en revanche de vous demander de tout faire pour que les enfants de Gascogne, aient tous, les mêmes chances que les enfants de France .>



Dans une réponse très argumentée (voir la vidéo ci-dessous) Madame la Ministre répondait aux principaux intervenants en abordant les sujets suivants : le constat identique sur la situation du monde rural, les difficultés des petites communes, l'intercommunalité, les communes nouvelles, la réforme territoriale, la politique cœur de ville, les territoires d'industrie, l'agenda rural, l'agence nationale de la cohésion des territoires, décentralisation et déconcentration, liberté locale et état.

Elle terminait en ses termes :

« Je crois profondément que les Français sont très attachés aussi à un État fort, qui assure avec fermeté sa présence, qui assure aussi l'ordre avec fermeté, je pense au fond mesdames et messieurs les élus , que la France est un équilibre subtil entre ce qu'on appelle les Girondins et les Jacobins »

Madame la Ministre:



Après l'intervention de Madame la Ministre sont intervenus tour à tour : François Rivière, maire de Seissan sur la **DGF** le patrimoine et les routes, Olivier Souard, maire d'Antras sur le plafond minimum de la DGF, Francis Daguzan, maire de Troncens et Philippe Blancquart, maire de Sempesserre sur la loi **GEMAPI** (gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations), Elisabeth Mitterrand , présidente du **SCOT Gascogne** (schéma de cohérence territoriale sur la déconcentration de l'État), Robert Frayret, maire de Caillavet sur l'égalité des territoires et la **loi FACé** , Lambert Gijssbers, maire de Lannux sur l'école et le **RPI**, Jean-Pierre Ducasse, maire de Sabazan sur le désert médical, Christian Divo, maire de Lauraet sur le **SMUR de condom**, Michel Gabas, maire d'Eauze sur le **numerus clausus**, Pierrette Menal, maire de Roques sur les **EHPAD**, Jean-François Cellier, président des CCAS du Gers sur les auxiliaires de vie et Franck Montaugé, sénateur sur la **loi NOTRe**, la reconnaissance des ruralités françaises, la santé premier bien des français.



Madame la ministre s'efforce pour terminer de rassurer tour à tour les différents intervenants. L'intercommunalité doit se rapprocher de l'idée originelle de coopération des communes et le « big is Beautiful » est une erreur. Il faut davantage de territorialisation, pour le plafond de la DGF, la solution se trouve dans les communes nouvelles, oui à la solidarité du territoire, à l'accompagnement pour assumer la loi GEMAPI...Elle évoque le regroupement des RPI non obligatoire mais parle du pôle éducatif. La loi santé est en instance, avec le **numerus clausus**, ok pour la **5ème branche**, elle transmettra à la ministre de la santé. Elle rappelle l'importance de la création de l' **Agence nationale de la cohésion des territoires** au service des communes.

Elle s'interroge surtout pour savoir jusqu'où le citoyen veut s'engager (impôt sous-entendu) pour aller à l'égalité des territoires.

Fin de congrès très riche en demandes et désarrois.